

vie de la tendance



Unité et Action est partout

Avec les syndicats nationaux et les sections départementales, les tendances, qui regroupent des camarades se reconnaissant dans des orientations, des positionnements, des pratiques communes quoi qu'en perpétuelle évolution, constituent le troisième « pied » du fonctionnement de la FSU.

Cette année, les séminaires locaux UA FSU ont rassemblé des centaines de camarades, dans les Pyrénées orientales, dans les académies de Lyon, Lille, Grenoble, Rennes, Nancy – Metz, Aix Marseille – Nice

Régulièrement sont ainsi organisées des rencontres, appelées « séminaires » – en toute laïcité faut-il le préciser ! – qui permettent à des camarades Unité et Action (et sans tendance) – de se rencontrer pour débattre de sujets d'actualité, affiner leurs analyses, amener aussi à ce type de fonctionnement, original dans le syndicalisme français – de nouveaux et nouvelles militant-es soucieux et soucieuses de mieux comprendre l'identité de notre tendance. Enfin, alors que déjà se profile le congrès national de Rennes (du 3 au 7 février 2025), ces moments sont propices pour débroussailler les thèmes de débat, dessiner des propositions, tracer des voies de passage également car Unité et action est pluriel, et dépourvu – heureusement – de doxa, sinon certes de convictions fortes et ancrées dans notre déjà longue histoire.

Cette année, les séminaires locaux UA FSU ont rassemblé des centaines de camarades, dans les Pyrénées orientales, dans les académies de Lyon, Lille, Grenoble, Rennes, Nancy – Metz, Aix Marseille – Nice (voir l'article de nos camarades Caroline Chevé du 13 et de Manu Trigo du 83)...

Trois séminaires nationaux ont par ailleurs permis d'échanger largement sur des thématiques lourdes, notamment l'évolution du paysage syndical avec le travail en commun FSU – CGT, l'approche syndicale de la nécessaire transition environnementale ou, bien sûr, la lutte contre l'extrême droite, dont l'actualité souligne l'ardente nécessité d'en faire une boussole de notre action.

Le 13 juin, quelques jours donc après l'irresponsable dissolution de l'Assemblée nationale, s'est tenu, dans une atmosphère lourde, mêlant gravité et détermination à mieux comprendre pour mieux résister, un séminaire national consacré pour partie à l'extrême droite.

Une première séquence avait été consacrée au séminaire UA FSU du 31 janvier à un état des lieux. Stéphane Tassel, secrétaire national de la FSU en charge de ce dossier avait alors présenté un diaporama sur la progression électorale de l'ED en France, progression qui allait par la suite atteindre des



sommets aux élections européennes puis législatives... Estelle Delaine, sociologue qui a beaucoup travaillé sur les parlementaires RN avait ensuite expliqué l'entreprise, largement réussie comme la suite allait le démontrer, de dédramatiser et de normalisation menée par le RN avec l'aide de médias mais aussi de Renaissance dans son souci tactique de renvoyer dos à dos « les extrêmes ». Une fiction, comme l'a démontré cette universitaire, le RN restant ancré dans une tradition anti démocratique, xénophobe, raciste et anti travailleuses et travailleurs ainsi qu'anti syndicats. Jean Michel Harvier, secrétaire national du SNES – FSU, était ensuite intervenu sur les possibilités statutaires pour les fonctionnaires de résister à une autorité d'extrême droite, là encore avec un sens certain de l'anticipation...

En juin dernier, le séminaire se proposait d'aller un peu plus loin, d'abord en explorant la situation italienne. Miriam Di Paola, de la CGIL est intervenue depuis Rome en visio sur les conséquences de l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni (Première ministre et par ailleurs dirigeante de Fratelli d'Italia, parti « frère » du RN, post fasciste) sur les droits des travailleuses et travailleurs. Elle a expliqué comment, tout en rassurant les milieux d'affaires et les dirigeants européens dont elle a besoin pour obtenir des prêts qui permettent de gérer un endettement abyssal, elle s'en prenait aux droits des plus faibles – immigrant-es, femmes, LGBTQIA+...) tout en écartant les syndicats de tout espace de dialogue social.

Puis Philippe Chalande, du Snuter 13 est intervenu sur l'expérience des collectivités locales tenues par l'extrême droite, comme Béziers, avec les conséquences sur la mise au pas des fonctionnaires territoriaux, ainsi que sur la difficulté pour leur résister. Enfin, autour de Catherine Le Duff, pour la FSU – Snuipp, et de Stéphane Tassel s'est déroulé un débat sur le rôle du syndicalisme dans la constitution d'un front syndical de résistance face à la perspective d'une victoire, depuis heureusement démentie, du RN, et sur la nature des relations à établir, toujours dans le respect de l'indépendance syndicale, avec les partis de Gauche. A l'heure où ce numéro d'Enjeux est publié, la question reste plus que jamais d'actualité

L'après-midi du séminaire a été consacré à l'actualité du travail en commun entre FSU et CGT, dont Enjeux se fait régulièrement l'écho. Benoit Teste, notre secrétaire général, est revenu sur le processus de rapprochement entamé depuis plusieurs mois, dans le cadre de nos mandats du congrès de Metz sur la sortie de l'autonomie et la construction progressive d'un « nouvel outil syndical », visant à unifier le syndicalisme de transformation sociale, avec prioritairement la CGT et Solidaires

mais « sans exclusive ». Il a rappelé que pour la FSU, mais aussi pour la CGT en dépit de plusieurs déclarations intempestives et regrettables de camarades de la confédération, il ne s'agissait en aucun cas d'un processus visant à la fusion à court terme des deux organisations et encore moins d'une absorption de la FSU par la CGT. Ce dernier scénario a été clairement rejeté par de nombreux et nombreuses camarades lors des différents séminaires locaux et encore ce 13 juin. Si le statu quo, synonyme d'éparpillement donc de faiblesse du syndicalisme français depuis trop longtemps face aux attaques libérales, et désormais devant la perspective d'une prise du pouvoir de l'extrême droite par les urnes, n'est pas une option, plusieurs camarades ont insisté sur la nécessité de ne pas brusquer le processus, quel qu'en soit l'issue, et de ne pas lui sacrifier la nécessaire unité d'action intersyndicale, y compris avec le syndicalisme « modéré » de la CFDT ou de l'Unsa, unité à laquelle s'emploie la FSU avec efficacité. Beaucoup ont également signalé – mais nous y reviendrons – le risque d'une opération d'appareil, loin des adhérent-es, et l'absolue nécessité de les associer et consulter régulièrement, ainsi que l'attachement de UA au fonctionnement en tendances, clé de notre démocratie interne.

Benoît Teste a souligné les réalisations en cours – rencontres d'équipes militantes des SD et des UD dans les territoires locaux, comme à Toulouse, Perpignan ou Nancy, stages communs – mais aussi à venir, comme des pages communes sur les sites des deux organisations, des participations croisées aux instances de délibération, des prises de positions communes avant les réunions avec l'administration... Même si la situation politique a changé, Solidaires semblait début juin plutôt réticente à entamer ce même processus. En conclusion, l'idée d'une « maison commune » entre FSU et CGT, dont les contenus restent à préciser, a été évoquée, ainsi que la nécessité de continuer à débattre de la question régulièrement, en tenant informé-es les adhérent-es, et dans la perspective du congrès de Rennes.

L'an prochain, d'autres séminaires locaux sont d'ores et déjà programmés comme à Poitiers, en projet comme dans les DROM.

Enfin, un dernier séminaire national de préparation du congrès se tiendra le mercredi 9 octobre. Il devrait être consacré à plusieurs questions « sensibles » sur lesquelles UA sera comme toujours force d'analyse et de propositions : les droits et libertés, la situation internationale. Vaste programme !

Rachel Schneider, Matthieu Leiritz ●



1) voir également l'article de Marc Lazar dans Enjeux de mai 2024

En conclusion, l'idée d'une « maison commune » entre FSU et CGT, dont les contenus restent à préciser, a été évoquée, ainsi que la nécessité de continuer à débattre de la question régulièrement, en tenant informé-es les adhérent-es, et dans la perspective du congrès de Rennes.